



LES INÉGALITÉS, UN CHOIX POLITIQUE

La réélection d'Emmanuel Macron serait dramatique, alors que le quinquennat a été marqué par l'injustice fiscale, sociale et environnementale, et une inquiétante restriction des libertés. Or, trois des candidats parmi les mieux placés aujourd'hui pour accéder au second tour apparaissent au moins aussi dangereux : Marine Le Pen et Éric Zemmour prônent des thèses nationalistes, identitaires et xénophobes, tandis que Valérie Pécresse reprend à son compte le vocabulaire et certaines propositions de l'extrême-droite. Si l'on s'intéresse à leurs programmes économiques, il est troublant de constater la similarité des propositions de ces 4 candidats. S'il existe des différences, tou-tes portent des propositions comparables, dans une forme de surenchère pour approfondir la logique libérale, ce qui aboutirait à creuser encore davantage les inégalités.

Une fiscalité en faveur des plus riches

Aucun-e des candidat-es des inégalités ne veut remettre en cause le prélèvement forfaitaire unique (PFU) instauré par Emmanuel Macron en 2017, alors qu'il est désormais démontré que le seul effet de cette mesure a été de doper le versement des dividendes en faveur des plus fortunés. Aucun-e des candidat-es des inégalités ne veut restaurer l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), transformé par Emmanuel Macron en impôt sur la fortune immobilière (IFI) au bénéfice des 350 000 personnes les plus riches. Valérie Pécresse et Éric Zemmour veulent même affaiblir l'IFI en créant des exonérations. Aucun-e ne recommande de procéder à une « revue des niches fiscales » pour supprimer celles qui sont inutiles et injustes. Bien au contraire, ces candidat-es en proposent de nouvelles. Ces 4 candidat-es sont également d'accord pour baisser les droits de donation et de succession, ce qui bénéficierait massivement aux plus riches, puisque 85 à 90% des héritages ne sont pas taxés.

Une fiscalité en faveur des grandes entreprises

Emmanuel Macron a réduit le taux nominal de l'impôt sur les sociétés de 33,3 % à 25 % et a engagé une baisse des impôts dits « de production » de 20 milliards d'euros. Aucun des candidat-es des inégalités ne souhaite remettre en cause la baisse du taux de l'IS ni les « niches fiscales » (qui bénéficient essentiellement aux grandes entreprises) de l'IS, tou-tes veulent poursuivre la baisse des impôts de production, comme le réclame le MEDEF.

Mieux vaut être riche pour frauder

Fort avec les faibles, faible avec les forts : c'est la philosophie des candidat-es des inégalités, qui refusent de lutter contre l'évasion fiscale mais veulent traquer les allocataires de prestations sociales. Ils désignent les pauvres ou les immigré.e. comme boucs émissaires responsables des déficits sociaux et exonèrent les riches et les multinationales qui échappent à l'impôt.

Pouvoir d'achat : l'illusion par le sous-financement de la protection sociale

Aucun-e des candidat-es des inégalités ne propose de revaloriser le SMIC ni les salaires. Mais tou-tes promettent d'augmenter le pouvoir d'achat en réduisant les cotisations sociales. Or, cela signifierait une diminution des ressources de la Sécurité sociale, ce qui justifierait demain de nouvelles contre-réformes des retraites ou des allocations chômage.

Vers un autre modèle social

Conséquence de l'affaiblissement des ressources sociales, les candidat-es des inégalités proposent une baisse des droits sociaux. Ainsi, Emmanuel Macron et Valérie Pécresse veulent repousser l'âge légal de départ à la retraite à 65 ans, contre 64 ans pour Éric Zemmour, tandis que Marine Le Pen a abandonné sa promesse de retraite à 60 ans.

Une politique de destruction des services publics

Puisque les recettes publiques sont affaiblies, il faut bien réduire le périmètre et les moyens de l'action publique. Les services publics, « la richesse de celles et ceux qui n'ont rien », est l'un des atouts pour diminuer les inégalités. Affaiblis par les propositions de ces candidat-es, les inégalités ne pourraient qu'augmenter plus rapidement.

Ainsi, malgré leurs divergences, Emmanuel Macron, Valérie Pécresse, Marine Le Pen et Éric Zemmour mèneraient une politique qui renforcerait l'injustice fiscale et sociale.



Attac combat résolument ces politiques néolibérales au nom d'une véritable justice fiscale, sociale et écologique

Quelques unes de nos propositions pour une véritable justice fiscale :

- Prélever une contribution exceptionnelle sur les 1% les plus riches : 10 milliards d'euros
- Rétablir et rénover l'Impôt de Solidarité sur la Fortune (ISF) : 8 à 10 milliards d'euros
- Rétablir la progressivité de l'imposition des revenus financiers du capital en supprimant le prélèvement forfaitaire unique : 1,1 à 2 milliards d'euros
- Augmenter la progressivité de l'impôt sur le revenu en créant de nouvelles tranches supérieures avec un taux d'imposition plus élevé : rendement 4 à 6 milliards
- Faire une revue des « niches » fiscales (les exonérations fiscales) pour supprimer les niches injustes, inutiles ou antiécologiques : rendement budgétaire de 10 à 15 milliards d'euros à très court terme et de 30 à 40 milliards d'euros à moyen terme.
- Faire une revue des « niches » sociales (les allègements des cotisations sociales patronales) pour supprimer celles qui n'ont pas d'efficacité : à très court terme, la suppression de la transformation du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi en allègement de cotisations permettrait de dégager 20 milliards d'euros de recettes. Une revue des « niches sociales » permettrait de dégager des ressources complémentaires.
- Taxer toutes les transactions financières : 15,8 milliards d'euros.

Lutter réellement contre l'évasion fiscale :

- Par l'instauration d'une taxation unitaire des multinationales permettant de relocaliser et imposer les bénéfices transférés artificiellement dans les paradis fiscaux. Cette mesure permettrait de rehausser le rendement de l'impôt sur les sociétés de 20 milliards d'euros.
- Par le renforcement des effectifs de l'administration fiscale, ce qui permettrait de revenir à court terme sur des résultats du contrôle fiscal comparables à ceux des années 2014-2016 (20 milliards d'euros, soit 6 à 7 milliards d'euros de plus qu'en 2021) et, à moyen terme, d'enregistrer une hausse d'au moins 10 à 12 milliards d'euros.

Une véritable justice fiscale ferait en sorte que chacun paye sa juste part d'impôt et générerait des ressources supplémentaires d'au minimum 110 milliards d'euros par an, ce qui donnerait les moyens de financer les urgences sociales et la bifurcation écologique.



**#inégalités #JusticeFiscale
www.france.attac.org**